



Dans une interview accordée à *Cameroon-Tribune* au lendemain des événements du 17 juillet dernier à Genève, le politologue Mathias Eric Owona Nguini stipule que, dans une logique orientée vers une « organisation phalangiste et fasciste », la Brigade anti-sardinards (BAS) tente de légitimer son leader à l'international, comme le seul chef d'opposition crédible et capable de constituer une solution de rechange à la tête de l'Etat du Cameroun.

L'universitaire note cependant que la limite de cette démarche est liée au fait que la composition complètement grégaire de la BAS apparaît de plus en plus aux yeux des observateurs avertis de l'étranger comme un groupe ultra- sectaire et ultra-tribaliste.

Ci-dessous l'intégralité de l'entretien de Lucien Bodo de Cameroon-tribune avec Mathias Eric Owona Nguini, politologue/vice-recteur à l'Université de Yaoundé 1 :

Malgré toute la communication déployée à dessein, la manifestation initiée samedi dernier à Genève par certains Camerounais de la diaspora n'a pas atteint les objectifs souhaités – parles organisateurs. Comment analysez-vous cet échec ?

Cet échec est lié au fait que les autorités camerounaises ont bien préparé les implications politiques de cette visite, compte tenu des incidents antérieurs. Elles ont mobilisé le jeu de chancellerie pour sensibiliser la Confédération helvétique sur le caractère nocif des actions de ce groupuscule fasciste pour les relations entre la Suisse et le Cameroun. Ceci a permis notamment de mieux préparer le volet sécuritaire pour affronter efficacement les combats de rue fort prisés par la Brigade anti-sardinards (BAS).

Contrairement à 2019 où on a noté un certain laxisme, les autorités du canton de Genève ont pris des mesures cette fois-ci pour dissuader les manifestants de mettre à exécution leur projet. Qu'est-ce qui, selon vous, peut expliquer cette évolution ?

Les autorités du canton de Genève ont déjà eu à faire face à plusieurs reprises à ce groupe de hooligans politiques. Elles savent désormais quel est le répertoire d'action de ces contestataires bruyants et agressifs (prises de parole violentes basées sur l'invective, l'insulte et le harcèlement verbal, brutalités contre les sympathisants présumés du régime ou les défenseurs des institutions républicaines, affrontements avec la police de Genève). Ces autorités ont justement été sensibilisées par celles du Cameroun sur l'importance d'assurer au président Paul Biya et à sa suite, un séjour serein, sécurisé et confortable.

Ces autorités ont été avisées des répercussions extrêmement négatives d'une nouvelle opération de harcèlement et d'outrage préjudiciable pour l'image de la République du Cameroun et de son président, pour les intérêts diplomatiques, économiques ou stratégiques de la Suisse au Cameroun.

Il est fort probable que dans la préparation de cette visite, l'ambassadeur du Cameroun ait pu discuter de la nécessité pour les autorités du canton de Genève de mettre en place un dispositif consistant de dissuasion. Au plus haut niveau, les autorités camerounaises ont demandé et obtenu des garanties au sujet de la prise en charge par ces autorités des dispositions sécuritaires nécessaires pour le bon déroulement de cette visite du chef de l'Etat.

Au regard du mode opératoire connu de ces activistes, à quoi faut-il s'attendre à présent ?

La BAS restera fidèle à son orientation d'organisation phalangiste et fasciste. Elle va continuer à faire recours à des procédés véhéments et violents de contestation, conformément aux voies de sa collaboration avec un certain parti politique, dont elle est devenue la milice transnationale.

Il s'agit ainsi de tirer parti de cette situation pour légitimer son leader à l'international, comme le seul chef d'opposition crédible et capable de constituer une solution de rechange à la tête de l'Etat. La limite de cette démarche est liée au fait que la composition complètement grégaire de la BAS apparaît de plus en plus aux yeux des observateurs avertis de l'étranger comme un groupe ultra-sectaire et ultra-tribaliste.

Y a-t-il quelque chose que les autorités camerounaises pourraient faire aussi bien au plan national qu'international pour qu'on n'assiste plus à ce genre de spectacle ?

Les autorités camerounaises doivent renforcer le contact avec leurs homologues suisses par l'entremise de nos services diplomatiques et consulaires (échange d'informations, communication mutuelle sur ce dossier : actions de communication ciblant les groupes et personnes susceptibles de coopérer avec l'Etat du Cameroun ou les milieux d'affaires au Cameroun, mesures de renforcement des cadres du dialogue associatif et culturel entre Camerounais et Suisses).

Les autorités diplomatiques et consulaires doivent associer les figures positives de la diaspora camerounaise aux actions de marketing diplomatique et international menées pour restaurer l'image du Cameroun. Les autorités camerounaises doivent aussi consolider le fichage sécuritaire de ces militants-miliciens sectaires et violents aux inclinations proto-terroristes pour mieux les surveiller. Elles ont intérêt à proposer à ce sujet un v.ral partenariat sécuritaire et judiciaire permettant d'enrichir ou de renforcer les accords entre les deux pays.

Propos recueillis par Lucien BODO | Cameroon tribune
